

N° 564.

**GRANDE-BRETAGNE
ET FRANCE**

Convention sur certains points se rattachant à l'attribution des mandats pour la Syrie et le Liban, la Palestine et la Mésopotamie, signée à Paris le 23 décembre 1920.

**GREAT BRITAIN
AND FRANCE**

Convention on certain points connected with the mandates for Syria and the Lebanon, Palestine and Mesopotamia, signed at Paris, December 23, 1920.

No. 564. — CONVENTION¹ FRANCO-BRITANNIQUE SUR CERTAINS POINTS SE RATTACHANT A L'ATTRIBUTION DES MANDATS POUR LA SYRIE ET LE LIBAN, LA PALESTINE ET LA MÉSOPOTAMIE, SIGNÉE A PARIS LE 23 DÉCEMBRE 1920.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 février 1924.

Les GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET BRITANNIQUE, respectivement représentés par les plénipotentiaires soussignés, désireux de régler complètement les problèmes soulevés par l'attribution à la Grande-Bretagne des mandats sur la Palestine et sur la Mésopotamie et par l'attribution à la France du mandat sur la Syrie et le Liban, conférés tous trois par le Conseil suprême à San-Remo, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les limites entre les territoires sous mandats français et britannique de Syrie et Liban, d'une part, et de Mésopotamie et de Palestine, de l'autre, sont fixées comme suit :

A l'est, le Tigre depuis Djeziret Ibn Omar jusqu'à la limite des anciens vilayets de Diarbekir et de Mossoul.

Au sud-est et au sud, ladite limite des anciens vilayets vers le sud jusqu'à Rumelan Kœui ; de là, une ligne laissant au mandat français l'intégralité du bassin du Kabour occidental et se dirigeant en ligne droite vers l'Euphrate qu'elle franchit à Abou Kemal, puis une ligne droite aboutissant à Imtar au sud du Djebel Druze, puis une ligne aboutissant au sud de Nasib sur le chemin de fer du Hedjaz, puis une ligne aboutissant à Semakh sur le lac de Tibériade tracée au sud de la voie ferrée descendant au lac et parallèle au chemin de fer. La localité de Déraa restera en territoire sous mandat français, la frontière laissera en principe la vallée du Yarmouk dans le territoire sous mandat français, mais sera fixée aussi près que possible de la voie ferrée, de manière à permettre la construction par la vallée du Yarmouk d'un chemin de fer entièrement situé sur le territoire sous mandat britannique. A Semakh, la frontière sera fixée de manière à permettre aux deux hautes Parties contractantes la construction et l'établissement d'un port et d'une station de chemin de fer donnant libre accès au lac de Tibériade.

A l'ouest, la frontière passera de Semakh à travers le lac de Tibériade jusqu'à l'embouchure du Wadi Massadiyé. Elle remontera ensuite cette rivière, puis le Wadi Jeraba jusqu'à sa source. De là, elle atteindra la piste allant de El Kunitra à Baniyas, au point marqué Skek, ensuite elle suivra ladite piste qui restera en territoire sous mandat français jusqu'à Baniyas. De là, la frontière se dirigera vers l'ouest jusqu'à Mutallah qui restera en territoire palestinien. Le détail de cette partie de la frontière sera fixée de manière à assurer aux territoires sous mandat français une communication facile entièrement

¹ Cette Convention ne comporte pas de ratification.

No. 564. — FRANCO-BRITISH CONVENTION¹ ON CERTAIN POINTS CONNECTED WITH THE MANDATES FOR SYRIA AND THE LEBANON, PALESTINE AND MESOPOTAMIA, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 23, 1920.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place February 6, 1924.

The BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS, respectively represented by the undersigned Plenipotentiaries, wishing to settle completely the problems raised by the attribution to Great Britain of the mandates for Palestine and Mesopotamia and by the attribution to France of the mandate over Syria and the Lebanon, all three conferred by the Supreme Council at San Remo, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The boundaries between the territories under the French mandate of Syria and the Lebanon on the one hand and the British mandates of Mesopotamia and Palestine on the other are determined as follows :

On the east, the Tigris from Jeziret-ibn-Omar to the boundaries of the former vilayets of Diarbekir and Mosul.

On the south-east and south, the aforesaid boundary of the former vilayets southwards as far as Roumelan Koeui ; thence a line leaving in the territory under the French mandate the entire basin of the western Kabur and passing in a straight line towards the Euphrates, which it crosses at Abu Kemal, thence a straight line to Imtar to the south of Jebul Druse, then a line to the south of Nasib on the Hedjaz Railway, then a line to Semakh on the Lake of Tiberias, traced to the south of the railway, which descends towards the lake and parallel to the railway. Deraa and its environs will remain in the territory under the French mandate ; the frontier will in principle leave the valley of the Yarmuk in the territory under the French mandate, but will be drawn as close as possible to the railway in such a manner as to allow the construction in the valley of the Yarmuk of a railway entirely situated in the territory under the British mandate. At Semakh the frontier will be fixed in such a manner as to allow each of the two High Contracting Parties to construct and establish a harbour and railway station giving free access to the Lake of Tiberias.

On the west, the frontier will pass from Semakh across the Lake of Tiberias to the mouth of the Wadi Massadyie. It will then follow the course of this river upstream, and then the Wadi Jeraba to its source. From that point it will reach the track from El Kuneitra to Banias at the point marked Skek, thence it will follow the said track, which will remain in the territory under the French mandate as far as Banias. Thence the frontier will be drawn westwards as far as Metullah, which will remain in Palestinian territory. This portion of the frontier will be traced in detail in such a manner as to ensure for the

¹ This Convention does not entail ratification.

sur ce territoire avec la région de Tyr et de Sidon, ainsi que la continuité de la route à l'ouest et à l'est de Banias.

De Mutallah, la frontière gagnera la ligne de partage des eaux de la vallée du Jourdain et du bassin du Litani. Elle suivra ensuite vers le sud cette ligne de partage des eaux. Puis elle suivra, en principe, la ligne de partage des eaux entre les Wadi Farah-Kouroun et Kerkerà (qui resteront en territoire sous mandat britannique) et les Wadi El Doubleh, El Aïoun et Es Serka (qui resteront en territoire sous mandat français). La frontière aboutira à la mer Méditerranée à l'Echelle de Raz-el-Nakura, qui restera en territoire sous mandat français.

Article 2.

Une commission sera constituée dans les trois mois qui suivront la signature de la présente Convention pour fixer sur le terrain la ligne frontière décrite à l'article 1^{er} ci-dessus entre les territoires sous mandat français et sous mandat britannique. Cette commission sera composée de quatre membres. Deux de ses membres seront nommés respectivement par les Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, les deux autres seront nommés respectivement avec l'agrément de la puissance mandataire par les gouvernements locaux intéressés des territoires sous mandats français et britannique.

Les conflits qui pourraient résulter des opérations de cette commission seront portés devant le Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.

Les rapports de clôture de la Commission donneront la description exacte de la frontière telle qu'elle aura été déterminée sur le terrain ; les cartes nécessaires seront annexées et signées par la Commission. Les rapports avec leurs annexes seront faits en trois exemplaires, le premier sera déposé aux archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par la Puissance mandataire et le troisième par l'autre gouvernement intéressé.

Article 3.

Les Gouvernements français et britannique s'entendront pour la nomination d'une commission chargée d'examiner préalablement tout projet d'irrigation établi par le gouvernement du territoire sous mandat français, dont la réalisation serait de nature à diminuer notablement les eaux du Tigre et de l'Euphrate à leur arrivée dans la zone du mandat britannique en Mésopotamie.

Article 4.

En raison de la situation géographique et stratégique de l'île de Chypre au large du golfe d'Alexandrette, le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage à n'entamer aucune négociation pour la cession ou l'aliénation de ladite île de Chypre sans le consentement préalable du Gouvernement français.

Article 5.

I. Le Gouvernement français s'engage à faciliter par un arrangement libéral l'exploitation en commun du tronçon de chemin de fer existant, entre le lac de Tibériade et Nasib. Cet arrangement devra être conclu entre les administrations des chemins de fer des zones sous mandats français et britannique, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur des mandats pour la Palestine et la Syrie. L'accord devra permettre notamment à l'administration de la zone anglaise de faire circuler dans les deux sens des trains britanniques avec leur propre traction et leur personnel sur la section précitée du chemin de fer existant, à toutes fins autres que le trafic local des territoires

territory under the French mandate easy communication entirely within such territory with the regions of Tyre and Sidon, as well as continuity of road communication to the west and to the east of Banias.

From Metullah the frontier will reach the watershed of the valley of the Jordan and the basin of the Litani. Thence it will follow this watershed southwards. Thereafter it will follow in principle the watershed between the Wadis Farah-Houroun and Kerkerah, which will remain in the territory under the British mandate, and the Wadis El Doubleh, El Aioun and Es Zerka, which will remain in the territory under the French mandate. The frontier will reach the Mediterranean Sea at the port of Ras-el-Nakura, which will remain in the territory under the French mandate.

Article 2.

A commission shall be established within three months from the signature of the present convention to trace on the spot the boundary line laid down in Article 1 between the French and British mandatory territories. This commission shall be composed of four members. Two of these members shall be nominated by the British and French Governments respectively; the two others shall be nominated, with the consent of the mandatory Power, by the local Governments concerned in the French and British mandatory territories respectively.

In case any dispute should arise in connection with the work of the commission, the question shall be referred to the Council of the League of Nations, whose decision shall be final.

The final reports by the commission shall give the definite description of the boundary as it has been actually demarcated on the ground; the necessary maps shall be annexed thereto and signed by the commission. The reports, with their annexes, shall be made in triplicate; one copy shall be deposited in the archives of the League of Nations, one copy shall be kept by the mandatory, and one by the other Government concerned.

Article 3.

The British and French Governments shall come to an agreement regarding the nomination of a commission, whose duty it will be to make a preliminary examination of any plan of irrigation formed by the Government of the French mandatory territory, the execution of which would be of a nature to diminish in any considerable degree the waters of the Tigris and Euphrates at the point where they enter the area of the British mandate in Mesopotamia.

Article 4.

In virtue of the geographic and strategic position of the island of Cyprus, off the Gulf of Alexandretta, the British Government agrees not to open any negotiations for the cession or alienation of the said island of Cyprus without the previous consent of the French Government.

Article 5.

1. The French Government agrees to facilitate by a liberal arrangement the joint use of the section of the existing railway between the Lake of Tiberias and Nasib. This arrangement shall be concluded between the railway administrations of the areas under the French and British mandates respectively as soon as possible after the coming into force of the mandates for Palestine and Syria. In particular the agreement shall allow the administration in the British zone to run their own trains with their own traction and train crews over the above section of the railway in both directions for all purposes other than the local traffic of the territory under the

sous mandat français. L'accord fixera en même temps les conditions financières, administratives et techniques de la circulation des trains britanniques. Au cas où les deux administrations n'arriveraient pas à se mettre d'accord dans un délai de trois mois après la mise en vigueur des deux mandats précités, un arbitre serait nommé par le Conseil de la Société des Nations pour régler les points restés en désaccord, et l'on mettrait en application immédiate, dans la mesure du possible, les parties de cet accord sur lesquelles l'entente serait faite.

Ledit accord, conclu pour une durée indéterminée, sera sujet à des revisions périodiques selon les besoins.

2. Le Gouvernement britannique pourra faire passer une canalisation le long de la voie existante et aura à perpétuité et à tous moments le droit de faire passer ses troupes par le chemin de fer.

3. Le Gouvernement français agréé la nomination d'une commission spéciale, laquelle, après avoir étudié le terrain, pourra réajuster la ligne frontière ci-dessus mentionnée dans la vallée du Yarmouk jusqu'à Nasib, de manière à rendre possible la construction d'un chemin de fer et d'une canalisation britanniques reliant la Palestine avec le chemin de fer du Hedjaz et la vallée de l'Euphrate et passant entièrement dans les limites des zones sous mandat britannique. Il est entendu, toutefois, que le chemin de fer actuel de la vallée du Yarmouk doit rester intégralement sur le territoire du mandat français. Le droit prévu au présent alinéa au profit du Gouvernement britannique devra être utilisé dans un délai maximum de dix ans.

La commission prévue ci-dessus sera composée d'un représentant du Gouvernement français et d'un représentant du Gouvernement britannique, auxquels pourront être adjoints des représentants des Gouvernements locaux et des experts à titre de conseillers techniques dans la mesure où les Gouvernements français et britannique le jugeront nécessaire.

4. Au cas où le tracé de ces deux chemins de fer britanniques viendrait, en raison de nécessités techniques, à pénétrer à certains endroits sur le territoire sous mandat français, le Gouvernement français reconnaîtrait la pleine et entière exterritorialité des tronçons se trouvant ainsi sur territoire sous mandat français et donnerait au Gouvernement britannique ou à ses agents techniques large et facile accès pour toutes les questions du chemin de fer.

5. Au cas où le Gouvernement britannique ferait usage de la faculté prévue à l'alinéa 3, de construire un chemin de fer dans la vallée du Yarmouk, les obligations contractées par le Gouvernement français aux termes des alinéas 1 et 2 du présent article prendraient fin trois mois après l'achèvement de la construction de ce chemin de fer.

6. Le Gouvernement français s'engage à faire reconnaître les droits stipulés ci-dessus au profit du Gouvernement britannique par les gouvernements locaux sous mandat français.

Article 6.

Il est expressément stipulé que les facultés accordées à la Grande-Bretagne par les articles précédents impliquent le maintien au profit de la France des stipulations de l'Accord franco-britannique de San-Remo sur les pétroles.

Article 7.

Les Gouvernements français et britannique ne feront aucun obstacle dans leurs zones respectives sous mandat au recrutement du personnel du chemin de fer destiné à une section quelconque du chemin de fer du Hedjaz.

Toute facilité sera accordée pour le passage des employés du chemin de fer du Hedjaz dans les zones sous mandat français et anglais, de manière à ne gêner aucunement le fonctionnement du chemin de fer.

Les Gouvernements français et britannique s'engagent, si c'est nécessaire, et éventuellement d'accord avec les gouvernements locaux, à conclure un arrangement par lequel les approvisionne-

French mandate. The agreement shall determine at the same time the financial, administrative and technical conditions governing the running of the British trains. In the event of the two administrations being unable to reach an agreement within three months from the coming into force of the two above-mentioned mandates, an arbitrator shall be appointed by the Council of the League of Nations to settle the points as to which a difference of opinion exists, and immediate effect shall be given as far as possible to those parts of the agreement on which an understanding has already been reached.

The said agreement shall be concluded for an indefinite period and shall be subject to periodical revision as need arises.

2. The British Government may carry a pipe-line along the existing railway track and shall have in perpetuity and at any moment the right to transport troops by the railway.

3. The French Government consents to the nomination of a special commission, which, after having examined the ground, may readjust the above-mentioned frontier line in the valley of the Yarmuk as far as Nasib in such a manner as to render possible the construction of the British railway and pipe line connecting Palestine with the Hedjaz Railway and the valley of the Euphrates, and running entirely within the limits of the areas under the British mandate. It is agreed, however, that the existing railway in the Yarmuk valley is to remain entirely in the territory under the French mandate. The right provided by the present paragraph for the benefit of the British Government must be utilised within a maximum period of ten years.

The above-mentioned commission shall be composed of a representative of the French Government and a representative of the British Government, to whom may be added representatives of the local Governments and experts as technical advisers to the extent considered necessary by the British and French Governments.

4. In the event of the track of the British railway being compelled for technical reasons to enter in certain places the territory under French mandate, the French Government will recognise the full and complete extra-territoriality of the sections thus lying in the territory under the French mandate, and will give the British Government or its technical agents full and easy access for all railway purposes.

5. In the event of the British Government making use of the right mentioned in paragraph 3 to construct a railway in the valley of the Yarmuk, the obligations assumed by the French Government in accordance with paragraphs 1 and 2 of the present article will determine three months after the completion of the construction of the said railway.

6. The French Government agrees to arrange that the rights provided for above for the benefit of the British Government shall be recognised by the local Governments in the territory under the French mandate.

Article 6.

It is expressly stipulated that the facilities accorded to the British Government by the preceding articles imply the maintenance for the benefit of France of the provisions of the Franco-British Agreement of San Remo regarding oil.

Article 7.

The French and British Governments will put no obstacle in their respective mandatory areas in the way of the recruitment of railway staff for any section of the Hedjaz Railway.

Every facility will be given for the passage of employees of the Hedjaz Railway over the British and French mandatory areas in order that the working of the said railway may be in no way prejudiced.

The French and British Governments agree, where necessary, and in eventual agreement with the local governments, to conclude an arrangement whereby the stores and railway material

ments et le matériel de chemin de fer, passant d'une zone sous mandat à une autre, et destinés à être employés sur le chemin de fer du Hedjaz, ne seront pas soumis de ce fait à des droits de douane additionnels et seront exemptés autant que possible des formalités douanières.

Article 8.

Des techniciens, nommés respectivement par les administrations de la Syrie et de la Palestine, examineront en commun, dans un délai de six mois après la signature de la présente Convention, l'emploi pour l'irrigation des terres et la production de la force hydraulique des eaux du Jourdain supérieur et du Yarmouk et de leurs affluents, après satisfaction des besoins des territoires sous mandat français.

En vue de cet examen, le Gouvernement français donnera à ses représentants les instructions les plus libérales pour l'emploi du surplus des eaux au profit de la Palestine.

Au cas où cet examen n'aboutirait pas à un accord, la décision de ces questions sera déferée aux Gouvernements français et britannique.

Dans la mesure où les travaux prévus doivent profiter à la Palestine, celle-ci supportera les frais de la construction de tous canaux, écluses, barrages, tunnels, canalisations et réservoirs ou autres travaux du même ordre ou visant le reboisement et l'aménagement des forêts.

Article 9.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles 15 et 16 du mandat pour la Palestine, des articles 8 et 10 du mandat pour la Mésopotamie, ainsi que de l'article 8 du mandat pour la Syrie et le Liban, et sous réserve aussi du droit général de contrôle des administrations locales en matière d'éducation et d'instruction publique, les Gouvernements français et britannique s'engagent à laisser librement fonctionner les écoles que les ressortissants français et britanniques possèdent et dirigent actuellement dans les territoires soumis au mandat de l'une et l'autre parties ; l'enseignement de la langue française ou anglaise sera libre dans ces écoles.

Le présent article n'implique pas pour les ressortissants de chacune des deux Parties le droit d'ouvrir des écoles nouvelles dans les territoires soumis au mandat de l'autre.

La présente Convention a été rédigée en français et en anglais, chacun des deux textes ayant même force et valeur.

Fait à Paris, le 23 décembre 1920, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, et l'autre dans celles du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

(L. S.) G. LEYGUES.

(L. S.) HARDINGE OF PENSHURST.

passing from one mandatory area to another and intended for the use of the Hedjaz Railway will not for this reason be submitted to any additional customs dues and will be exempted so far as possible from customs formalities.

Article 8.

Experts nominated respectively by the Administrations of Syria and Palestine shall examine in common within six months after the signature of the present convention the employment, for the purposes of irrigation and the production of hydro-electric power, of the waters of the Upper Jordan and the Yarmuk and of their tributaries, after satisfaction of the needs of the territories under the French mandate.

In connection with this examination the French Government will give its representatives the most liberal instructions for the employment of the surplus of these waters for the benefit of Palestine.

In the event of no agreement being reached as a result of this examination, these questions shall be referred to the French and British Governments for decision.

To the extent to which the contemplated works are to benefit Palestine, the Administration of Palestine shall defray the expenses of the construction of all canals, weirs, dams, tunnels, pipelines and reservoirs or other works of a similar nature, or measures taken with the object of re-forestation and the management of forests.

Article 9.

Subject to the provisions of Articles 15 and 16 of the mandate for Palestine, of Articles 8 and 10 of the mandate for Mesopotamia, and of Article 8 of the mandate for Syria and the Lebanon, and subject also to the general right of control in relation to education and public instruction, of the local Administrations concerned, the British and French Governments agree to allow the schools which French and British nationals possess and direct at the present moment in their respective mandatory areas to continue their work freely ; the teaching of French and English will be freely permitted in these schools.

The present article does not in any way imply the right of nationals of either of the two parties to open new schools in the mandatory area of the other.

The present convention has been drawn up in English and French, each of the two texts having equal force.

Done at Paris, the 23rd December, 1920, in a double copy, one of which will remain deposited in the Archives of the Government of the French Republic, and the other in those of the Government of His Britannic Majesty.

(L. S.) HARDINGE OF PENSHURST.

(L. S.) G. LEYGUÈS.